



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mercredi 8 décembre 2004 — N° 116

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Michel Bissonnet**

QUÉBEC

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport consolidé sur l'examen des plaintes 2003-2004 de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de l'Estrie.

(Dépôt n° 1474-20041208)

M. Reid, ministre de l'Éducation, dépose :

Le rapport d'activités 2003-2004 du Comité d'orientation de la formation du personnel enseignant.

(Dépôt n° 1475-20041208)

M. Corbeil, ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, dépose :

Le rapport annuel de gestion de la Société de la faune et des parcs du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2004.

(Dépôt n° 1476-20041208)

8 décembre 2004

M. le Président dépose :

Le tome II du Rapport du Vérificateur général à l'Assemblée nationale pour l'année financière 2003-2004, accompagné d'une brochure expliquant les faits saillants du rapport.

(Dépôt n° 1477-20041208)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement sont déposés deux extraits de pétition concernant le projet de loi n° 57, Loi sur l'aide aux personnes et aux familles :

- le premier, extrait d'une pétition signée par 501 organismes du Québec, par M. Bouchard (Vachon) ;
(Dépôt n° 1478-20041208)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 4 043 citoyens et citoyennes du Québec, par Mme Roy (Lotbinière).
(Dépôt n° 1479-20041208)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Champagne (Champlain) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 85 citoyens et citoyennes de la circonscription de Champlain, concernant le droit des parents de choisir l'enseignement moral et religieux catholique ou protestant pour leurs enfants.

(Dépôt n° 1480-20041208)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

8 décembre 2004

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bouchard (Vachon) dépose :

Copie d'une lettre, en date du 25 mai 2001, adressée à Mme Rivka Augenfeld, présidente de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, par M. Jean-Sébastien Lamoureux, alors député d'Anjou, concernant le délai de carence imposé aux nouveaux arrivants.

(Dépôt n° 1481-20041208)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bouchard (Vachon) dépose :

Copie d'une note explicative de M. Claude Béchar, ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, concernant le projet de règlement modifiant le *Règlement sur le soutien du revenu*.

(Dépôt n° 1482-20041208)

À la demande de M. le Président, M. Béchar, ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote reporté, lors de la séance du 7 décembre 2004, sur la motion de M. Béchar, ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 57, Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **135** en annexe)

Pour: **65** Contre: **46** Abstention: **0**

En conséquence, le principe du projet de loi n° 57 est adopté.

8 décembre 2004

M. Dupuis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi n° 57 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

La motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Mme Lamquin-Éthier, leader adjointe du gouvernement, convoque :

- la Commission des finances publiques, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants : le projet de loi n° 216, Loi concernant Fiducie Desjardins inc. et Gestion de services financiers spécialisés Desjardins inc., et le projet de loi n° 210, Loi sur la Compagnie de cimetières catholiques des Bois-Francis ; et d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 74, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives ;
- la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 219, Loi concernant l'Association des policiers provinciaux du Québec ;
- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants : le projet de loi n° 208, Loi concernant la Ville de Murdochville, le projet de loi n° 215, Loi concernant la Ville de La Tuque, le projet de loi n° 221, Loi concernant la Ville de Sherbrooke, et le projet de loi n° 223, Loi concernant la Ville de Baie-Comeau ;
- la Commission de l'éducation, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 73, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé ;
- la Commission des affaires sociales, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 222, Loi concernant « Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke et sa version Sherbrooke Geriatric University Institute ».

8 décembre 2004

M. Gendron, troisième vice-président, donne l'avis suivant :

- la Commission des finances publiques se réunira afin de rencontrer les fonctionnaires du Conseil du trésor dans le cadre d'un exposé d'ordre technique relativement au projet de loi n° 74, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Audet, ministre du Développement économique et régional et de la Recherche, propose que le principe du projet de loi n° 81, Loi abrogeant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique et la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 81 est adopté.

Mme Lamquin-Éthier, leader adjointe du gouvernement, propose que le projet de loi n° 81 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

La motion est adoptée.

Adoption

M. Corbeil, ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, au nom de M. Mulcair, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi n° 44, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Environnement, la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

8 décembre 2004

À 12 h 59, M. Gendron, troisième vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 07.

Adoption

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Corbeil, ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, au nom de M. Mulcair, ministre de l'Environnement, proposant que le projet de loi n° 44, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Environnement, la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Lamquin-Éthier, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi n° 69, Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, la Loi sur les archives et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

Mme Lamquin-Éthier, leader adjointe du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au jeudi 9 décembre 2004, à 10 heures.

La motion est adoptée.

8 décembre 2004

En conséquence, à 16 h 23, M. Cusano, premier vice-président, lève la séance et l'Assemblée s'ajourne au jeudi 9 décembre 2004, à 10 heures.

Le Président

MICHEL BISSONNET

8 décembre 2004

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Béchar, ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 57, Loi sur l'aide aux personnes et aux familles :

(Vote n° 135)

POUR - 65

Auclair	Charlebois	Houda-Pepin	Paquet
Audet	Chenail	James	Paquin
Bachand	Cholette	Jérôme-Forget	Pelletier
Beauchamp	Clermont	Kelley	Perreault
Béchar	Copeman	Lafrenière	Reid
Bergman	Corbeil	Lamquin-Éthier	Rioux
Bernard	Couillard	L'Écuyer	Séguin
Bernier	Courchesne	Legault	Théberge
Blackburn	Delisle	<i>[Chambly]</i>	Thériault
Bordeleau	Descoteaux	Lessard	<i>[Anjou]</i>
Bouchard	Després	Loiselle	Tomassi
<i>[Mégantic-Compton]</i>	Dubuc	Marcoux	Vallières
Boulet	Dupuis	Marsan	Vien
Brodeur	Fournier	Mercier	Whissell
Chagnon	Gagnon-Tremblay	Moreau	
Charest	Gauthier	Morin	
<i>[Matane]</i>	Gautrin	<i>[Montmagny-L'Islet]</i>	
Charest	Hamad	Normandeau	
<i>[Sherbrooke]</i>	Hamel	Ouimet	

CONTRE - 46

Arseneau	Côté	Legendre	St-André
Beaudoin	Cousineau	Léger	Thériault
Bédard	Deslières	Lelièvre	<i>[Masson]</i>
Bertrand	Dion	Lemieux	Tremblay
Bouchard	Doyer	Létourneau	Turp
<i>[Vachon]</i>	Dufour	Maltais	Valois
Boucher	Girard	Marois	Vermette
Boulerice	Grondin	Morin	
Bourdeau	Harel	<i>[Nicolet-Yamaska]</i>	
Caron	Jutras	Pagé	
Champagne	Landry	Picard	
Charbonneau	Lefebvre	Pinard	
Charest	Légaré	Robert	
<i>[Rimouski]</i>	Legault	Roy	
	<i>[Rousseau]</i>	Simard	

8 décembre 2004
